

Parc amazonien de Guyane

Le rendez-vous du Parc national

PUBLI-REDACTIONNEL

Supplément n°6228 de France Guyane, édité par le Parc amazonien de Guyane

Un arbre andin découvert à Saül

Des chercheurs ont découvert une nouvelle espèce d'arbre jusqu'alors inconnue du plateau des Guyanes. **L'*Erythrina poeppigiana* a été localisée dans la région de Saül.**

L'*Erythrina poeppigiana* fait désormais partie de la longue liste d'arbres (plus de 1 200) répertoriés en Guyane. Cette espèce de la famille des Fabacées a été découverte l'année dernière à Saül. Cet arbre trône même dans le bourg où il a vu passer des chercheurs du monde entier qui ont sans doute vu là une espèce introduite par l'homme, mais il n'attirait que les oiseaux...

L'année dernière, alors qu'il survolait la région dans le cadre d'une étude d'impact pour un projet minier, Olivier Tostain, naturaliste et directeur d'Ecobios remarque des points rouges au milieu de la canopée verdoyante. "En raison de sa floraison rouge, assez spectaculaire, on peut difficilement le manquer" explique le naturaliste. Il suffit de survoler la zone au bon moment fin mars-début avril. Cet érythrène est un arbre rare en Guyane. Haut d'une quarantaine de mètres, l'arbre vit dans les zones inondables et ponctuellement sur les reliefs. Le



Les éclatantes fleurs rouges de l'*Erythrina poeppigiana* sont appréciées par tous les colibris et notamment par ce Campyloptère à larges tuyaux. Cliché Tanguy Deville © ECOBIOS.

Parc a voulu évaluer sa répartition en confiant en avril dernier une mission d'étude à Olivier Tostain. Celle-ci révèle que la plus importante population est située dans les forêts inondables du haut bassin de la crique

Limonade. Le reste est disséminé autour du bourg et sur les versants sud et ouest des Monts Galbao. L'*Erythrina poeppigiana* est originaire du piémont andin et du Vénézuéla, où il est même utilisé comme arbre d'ombrage

dans les plantations de café. Que fait-il donc à Saül, loin de ses bases ? L'explication est historique. La forêt amazonienne a été soumise à des alternances climatiques. Des périodes sèches ont créé des ruptures de la continuité du manteau forestier (formation de savanes, incendies, érosion...), ne permettant alors à certaines espèces sensibles de se maintenir que dans des isolats, des zones humides et fraîches. Saül, « château d'eau » de la Guyane situé entre 300 à 400 mètres d'altitude, est à l'extrémité de reliefs répartis au centre du Guyana et du Suriname jusqu'au Vénézuéla. "C'est suffisant pour justifier de cette situation très originale et de la richesse floristique hors du commun de Saül" précise Olivier Tostain qui rappelle que plusieurs autres espèces de plantes et même d'animaux sont également connues des contreforts andins jusqu'à la chaîne centrale Inini-Camopi, dont Saül est le centre. ■

FLASHES

AMAZONIE. La déforestation s'accélère

► L'Institut National pour la Recherche Spatiale (INPE), au Brésil, a annoncé que la déforestation de l'Amazonie s'était accélérée. Durant la période allant d'août 2007 à juillet 2008, le Brésil a perdu près de 12 000 km² de forêt. Entre août et décembre 2007, c'est 7 000 km² de forêt tropicale qui ont été détruits. Une hausse des déboisements qui mettait fin à trois années consécutives de baisse de la déforestation dans ce pays. L'Etat amazonien du Para est celui qui a le plus souffert en 2008 avec la perte de 319 km² de forêt. Le Mato Grosso en a lui perdu 272 km². Les principales causes de déforestation sont la culture intensive du soja, l'élevage bovin pour l'exportation et l'exploitation illégale du bois. En 2005, en cumulé, 17 % de la forêt amazonienne (Brésil, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Vénézuéla, Guyana, Suriname) étaient déjà détruits selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

SÉCHERESSE. La forêt stocke moins de CO²



► Chaque année, l'Amazonie « recycle » 66 milliards de tonnes de gaz carbonique, c'est-à-dire près de trois fois les émissions des carburants fossiles brûlés dans le monde. Dans une étude publiée dans la revue « Science », le 6 mars dernier, des scientifiques de plusieurs pays ont mesuré l'impact de la sécheresse de 2005 sur le rôle de « puits de carbone » de la forêt amazonienne. Ils ont constaté que celle-ci, liée à des températures très élevées dans l'Atlantique nord, a provoqué une inversion brutale des absorptions de carbone réalisées pendant des décennies. Alors que l'Amazonie est déjà gravement frappée par la déforestation, cette sécheresse a provoqué une accélération de la mortalité des arbres tendant à diminuer le flux de fixation de carbone et à en augmenter la libération. Ce qui pourrait faire basculer la forêt amazonienne d'un rôle de « puits de carbone » vers un rôle de « source de carbone » pour l'atmosphère. Selon l'analyse des scientifiques, cette sécheresse en Amazonie aurait ainsi diminué de 5 milliards de tonnes la séquestration de CO² dans l'atmosphère. Si ce puits est amoindri, voire fonctionne à l'envers, le niveau de gaz carbonique dans l'atmosphère augmentera encore plus et accélérera le changement climatique.

Une chasse trop précoce

Le tapir est une espèce menacée à l'échelle du continent américain. Les chercheurs multiplient les études pour mieux connaître ce mammifère et parvenir à une gestion de la chasse.



Maïpouri en créole, Tapi'i en wayäpi, Maipuli en wayana, Tapi'it ou Baipuli en téko et Bofo en aluku... le jeune tapir a la peau tachetée et rayée. © Thierry Montford.

Si le tapir est toujours chassé à des fins de consommation personnelle, sa commercialisation est interdite depuis 2007, par arrêté préfectoral. Une commercialisation qui était déjà interdite dans presque tous les pays sud américains. Le plus gros mammifère du continent est aujourd'hui considéré comme une espèce vulnérable, en raison de prélèvements excessifs. Selon Cécile Richard-Hansen, chargée d'études sur la faune de Guyane à l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS),

70 % des tapirs chassés en Guyane ont moins de deux ans. Ils ne se sont pas encore reproduits, en sachant que ce mammifère met bas tous les 18-24 mois. "En Guyane on a encore la chance d'avoir des zones non chassées. Les tapirs s'y réfugient mais les jeunes ont tendance à s'éloigner de ces zones" avance Cécile Richard-Hansen montrant les mâchoires de jeunes tapirs. Des relevés de traces attestent aussi de leur déclin. L'identité de l'animal reste encore floue. Des études réalisées par l'ONCFS, en colla-

boration avec les chasseurs, visent à y voir clair sur cet animal solitaire et nocturne. Les chercheurs ne sont pas en mesure de dire à quelles périodes ont lieu la reproduction et la naissance. Il s'agit aussi d'avoir une estimation de cette population sur le territoire. "On compte approximativement un animal au kilomètre carré" estime Cécile Richard-Hansen. Depuis deux ans, des appareils photos accrochés à des troncs d'arbres dans la Réserve naturelle des Nouragues se déclenchent automatiquement au passage des animaux. La photographie permet de les reconnaître, à leurs cicatrices, et donc de pouvoir les compter et en apprendre un peu plus sur leurs déplacements. Cette année une étude sera lancée pour mieux connaître leur régime alimentaire. "Une étudiante va rechercher, dans les déjections des tapirs, l'ADN des plantes qu'ils ont consommées. On va ensuite les comparer aux plantes disponibles

dans l'herbier" explique Fabrice Hibert, chargé du programme tapir à l'ONCFS. Ces données permettront de savoir s'il y a des variations dans leur nourriture (fruits, végétaux) et de mesurer son rôle dans leur répartition... La prochaine étape consistera en la capture d'animaux pour les équiper de colliers émetteurs. En ayant un grand nombre de données, une gestion de la chasse du tapir sera possible. Cela pourrait se traduire par des périodes de chasse autorisées, des quotas... Le Parc amazonien de Guyane engage de son côté des programmes de suivi de la faune chassée qui permettront d'apporter aux chercheurs des informations complémentaires, sur de nouveaux secteurs en Guyane, concernant la biologie et le comportement des animaux, du tapir en particulier. L'objectif étant que le gibier puisse prospérer et que les habitants du territoire puissent vivre de la chasse. ■

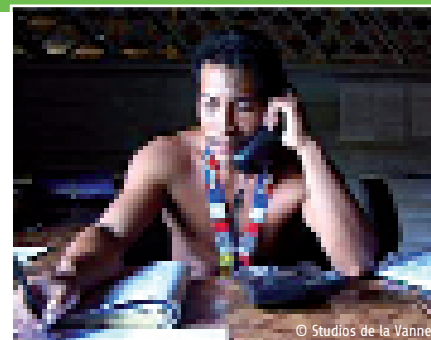
1 400

C'est le nombre d'heures que les agents du Parc amazonien de Guyane ont consacré aux travaux de déforestation et de débroussaillage de l'aérodrome de Camopi. Engagée sur une vingtaine d'hectares, cette opération s'est inscrite dans le Plan d'accompagnement du Parc amazonien de Guyane (le P.A.P.A.). Huit agents de la Délégation de l'Oyapock ont été mobilisés. Ils ont bénéficié du renfort d'une dizaine de militaires du RSMA et de trois agents de l'Office National des Forêts. La Légion Etrangère, basée à Camopi, a défriché une partie de la piste.



Nous, on a vu arriver le Parc et je crois qu'il a tout intérêt à travailler avec les communautés amérindiennes... Je pense que les communautés et les autorités coutumières doivent s'approprier l'outil Parc pour faire avancer leurs revendications et concrétiser leurs projets

René Monerville, maire de Camopi. 2nd vice président du Parc amazonien de Guyane

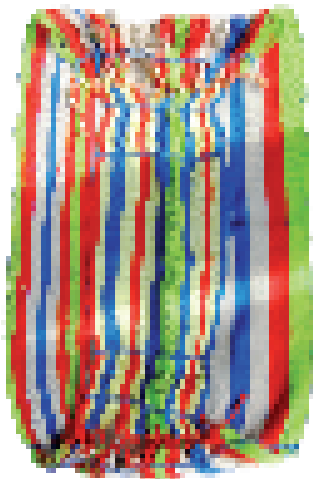


FLASHES

SAÛL. 1, 2, 3...On compte la faune sauvage

► Un recensement a été réalisé en septembre-octobre autour de Saül. Cochon bwa, hocco, agouti ou kwata... pas une espèce n'a été oubliée. Les zones chassées et les zones non chassées ont été passées au peigne fin par une équipe de la Délégation territoriale du Centre du Parc amazonien de Guyane. La méthode des « transects linéaires », considérée comme la plus adaptée au milieu amazonien, a été utilisée pour estimer les abondances kilométriques. Un observateur se déplace à la vitesse constante de 1km/h sur un transect linéaire, un layon rectiligne de longueur déterminée, en notant systématiquement les individus, les groupes d'individus et les coordonnées des contacts. Il inventorie à l'aide d'une paire de jumelles, d'un télémètre laser et d'un GPS. Chaque observateur a parcouru un transect par jour pendant 7 jours, une fois le matin et une fois le soir. Pour obtenir des statistiques fiables, 140 kilomètres ont été parcourus à chaque session de comptage. Les données recueillies sont en cours de traitement. Cette action de comptage sera étendue à tout le territoire afin d'estimer le capital gibier présent autour des lieux de vie, d'évaluer l'impact des activités humaines sur la faune et de parvenir à une meilleure gestion des espèces.

ARTISANAT. Une mission de collecte sur l'Oyapock



► Un inventaire de la production artisanale a été réalisé sur le Haut-Oyapock, de Camopi à Trois Sauts, en passant par Yawapa, Pina, Lipo-Lipo, Akanele, Miso, Alamilan, Roger et Zidok. Une équipe constituée par le Parc amazonien de Guyane et l'association GADEPAM a sillonné le territoire à la rencontre des artisans. Les détenteurs de savoirs et de savoir-faire se sont empressés de présenter leurs réalisations : vannerie, poterie.... L'artisanat wayäpi se distingue par ses nombreux objets tressés en arouman. Chaque objet a été photographié. Le Parc amazonien de Guyane a fait l'acquisition de ces objets. Une première ébauche de répertoire des artisans a été réalisée et une « démarche qualité » a été initiée. Elle s'appuie sur l'expertise des agents du Parc amazonien de Guyane de la Délégation territoriale de l'Oyapock. Cet inventaire servira de base à la création et à la structuration d'une filière de valorisation des savoir-faire traditionnels.

Orpaillage : le Parc amazonien de Guyane intensifie la surveillance

Depuis les années 90, l'orpaillage illégal ne cesse de progresser dans le département. **Le Parc amazonien de Guyane a renforcé ses missions de surveillance.** Il collabore de manière étroite avec les services de l'Etat pour éradiquer ce fléau.

L'année dernière l'opération « Harpie avait conduit en quatre mois à un essoufflement de l'activité mais depuis l'orpaillage illégal a continué de progresser sur le territoire du Parc » explique Cécile Guitet, chef du service patrimoine naturel et culturel au Parc amazonien de Guyane. « Nous avons assisté à un glissement de l'activité vers le sud ». C'est le cas sur la crique Lipo Lipo, en amont d'Antécume Pata, et sur le bassin versant de l'Oyapock, sur les affluents de la rivière Camopi. De 1 800 hectares de surfaces déforestées entre 2001 et 2004 sur le territoire du Parc, on est passé à 3 273 hectares en 2008. Chaque année environ 50 nouveaux kilomètres de cours d'eau sont détruits. « La destruction des linéaires de cours d'eau est particulièrement grave car elle est irréversible, provoquant une rupture écolo-



Site d'orpaillage illégal sur la Crique à l'Est au nord de Saül. © Parc amazonien de Guyane.

gique entre l'amont et l'aval". A cela s'ajoute la pollution au mercure utilisé pour amalgamer l'or. Les matières en suspension sont aussi polluantes, détruisant durablement la faune et la flore. Le Parc a lancé cette année des études destinées à mesurer leurs impacts sur la faune aquatique. L'orpaillage illégal est un poison

pour les populations des fleuves qui vivent essentiellement de la pêche et de la chasse. S'agissant de la lutte contre l'orpaillage, les agents du Parc ont en charge la surveillance du territoire. « Grâce à la répartition des agents, nous avons un bon maillage du territoire » se félicite Cécile Guitet. L'année dernière, le Parc a orga-

nisé la surveillance par des missions hélicoptérées avec l'Office National des Forêts. En complément, il a conduit des missions terrestres et fluviales sur des secteurs exploités qui ne peuvent être détectés par hélicoptère. « Suite à cette collecte de données d'impacts, nous avons mis en place un circuit d'alerte auprès des autorités afin de faire prendre en compte le territoire du Parc dans la lutte contre l'orpaillage illégal ». Les opérations de destruction des sites d'orpaillage illégaux sont du ressort des services de la préfecture, de la gendarmerie et des forces armées. Le dispositif Harpie a été récemment renforcé, en particulier dans le sud du département. Le Parc amazonien de Guyane attend beaucoup dans la durée de cette nouvelle phase. ■

Parc national - PNRG : mode d'emploi

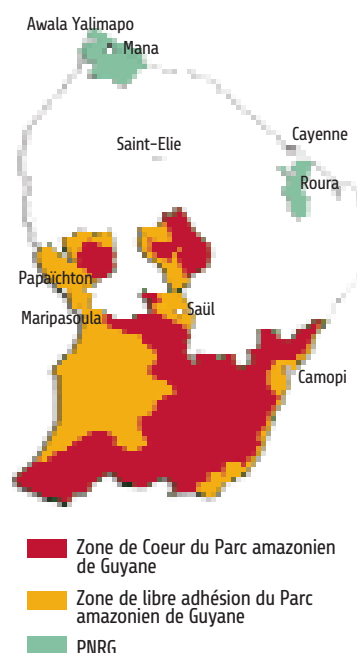
► Il y a maintenant 2 parcs en Guyane, le Parc naturel régional de la Guyane (PNRG) et le Parc amazonien de Guyane. Qu'est-ce qui les différencie ? Jetez un oeil sur la carte. Le Parc naturel régional de la Guyane est situé sur la côte ; constitué d'Awala-Yalimapo, de Mana et de Roura, il est en cours d'extension à d'autres communes. Le Parc amazonien de Guyane est lui au sud ; il s'étend sur 40% de la Guyane et concerne les communes de Camopi, Maripasoula, Papaïchton, Saül et Saint-Elie. Sur la côte, le PNRG est situé dans des communes rurales qui abritent des espaces naturels remarquables comme les Réserves naturelles Trésor ou de l'Amana. Le Parc amazonien de Guyane, parc national créé en 2007, est lui constitué de deux territoires : une zone de coeur, où l'objectif est d'abord de protéger la nature, et une zone de libre adhésion, où se trouvent les principales zones de vie et dans laquelle il s'agit avant tout d'organiser un développement économique et local respectueux de l'environnement.

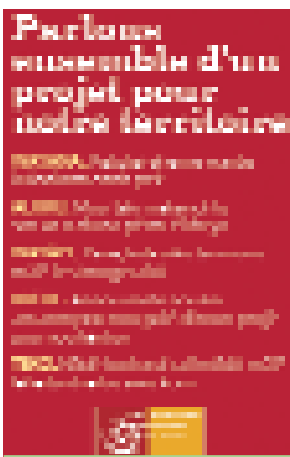
► Le Parc amazonien de Guyane est un parc national. Ce n'est donc pas la même chose qu'un parc naturel régional. Mais pourtant, tout ça c'est pour protéger la nature ? Les parcs nationaux ont été créés il y a bientôt 50 ans pour préserver des sanctuaires de la nature : les Pyrénées, les Cévennes, la Guadeloupe... Les parcs naturels régionaux ont 40 ans; ils visent à protéger et à valoriser des territoires ruraux dont les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité mais dont l'équilibre est fragile. Pour faire simple, les parcs nationaux étaient des territoires sans hommes (sauf les randonneurs) et les parcs naturels régionaux des outils pour créer des dynamiques en terme de développement durable. En avril 2006, une loi sur les parcs nationaux a changé la donne. On a introduit plus de démocratie dans leur fonctionnement, on leur a permis de prendre en compte les cultures et les usages locaux et on leur a confié à eux aussi une mission de développement durable, en particulier en péri-

phérie de la zone de coeur, dans ce qu'on appelle la zone de libre adhésion. Le Parc amazonien de Guyane, créé depuis cette loi de 2006, et le PNRG ont donc des objectifs très proches : protection et valorisation de la nature et des cultures, développement

durable. Mais leurs statuts sont différents et leurs modes de fonctionnement spécifiques.

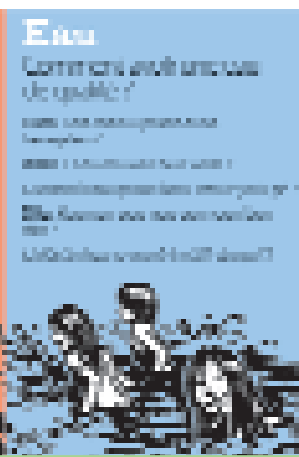
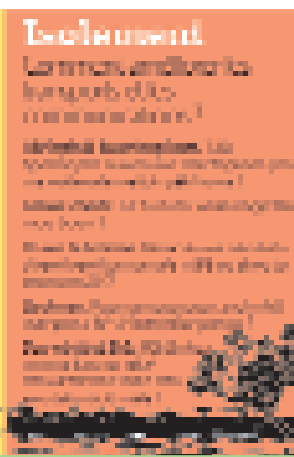
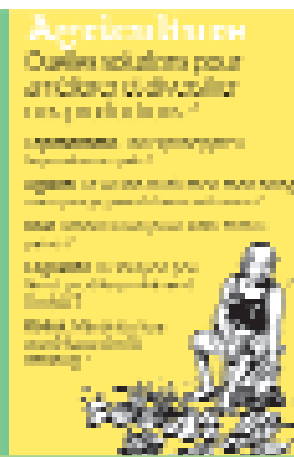
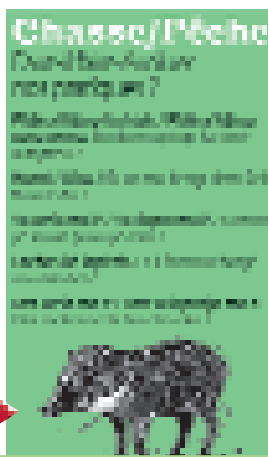
► Le PNRG et le Parc amazonien de Guyane doivent avoir une Charte. Est-ce la même chose ? Un parc naturel régional est créé à l'initiative d'un Conseil régional et il réunit les communes qui veulent y adhérer. Les collectivités régissent une Charte qui fixe les objectifs du parc pour une durée déterminée. Un parc national est créé à l'initiative de l'Etat qui, depuis la loi de 2006, associe à sa démarche l'ensemble des collectivités territoriales concernées. Le décret de création du parc national définit les limites de la zone de coeur et celles d'une zone de libre adhésion. En 2011, après avoir participé à l'élaboration de la Charte, les communes décideront de leur adhésion, fixant ainsi le périmètre maximal du parc national. La zone de libre adhésion se transformera en zone d'adhésion. ■





Une invitation au dialogue
La Charte du Parc amazonien de Guyane sera élaborée en concertation avec les habitants et avec les collectivités. Tous les sujets touchant au développement durable du territoire pourront être abordés.

Ci-contre, un extrait des supports de communication invitant à participer aux Conseils d'habitants.



La Charte un projet pour le territoire

D'ici 2011, le Parc amazonien de Guyane disposera d'une Charte, projet de territoire élaboré en concertation avec les habitants, les collectivités, les autorités coutumières, les acteurs économiques et culturels.

Définition : La Charte sera le projet de territoire pour une période de dix ans. Autrement dit, elle définira ce que les différents partenaires, les communes, l'Etat et l'Etablissement public Parc amazonien de Guyane souhaitent faire sur le territoire et comment ils y parviendront. La Charte délimitera de fait le territoire du Parc. En 2007, le décret de création a délimité une zone de coeur et une zone de libre adhésion. Au terme du processus d'élaboration de la Charte, les communes choisiront ou non d'adhérer pour leur zone de libre adhésion. Document contractuel, fruit de 3 années de concertation, la Charte sera validée par décret en 2012, après une enquête publique.

Qu'avons-nous à gagner avec ce projet de territoire ? Le projet consistera notamment à développer les activités économiques durables, à accompagner les activités de chasse, de pêche et d'agriculture vivrière. "Nous devons arriver à un bon niveau de sécurité alimentaire pour tout le monde, en faisant une bonne gestion des ressources : gibier, poissons,



Des chefs coutumiers wayana, wayapi, teko, aluku et des agents du Parc réunis à Camopi. © Parc amazonien de Guyane.

fertilité des sols..." précise Gwladys Bernard, chargée de mission Charte au Parc. L'emploi des jeunes est un aspect fondamental ; ils n'ont jusqu'à présent que des perspectives limitées. Le Parc, avec l'appui des partenaires compétents, s'engagera à améliorer la qualité de vie des populations, en soutenant l'installation des infrastructures de base : eau potable et électricité dans les zones isolées, en y développant les énergies renouvelables, collecte et traitement des déchets... Les bénéfices de la Charte seront visibles dès

cette année : le programme LEADER, initié par l'Union européenne, financera des porteurs de projets sur le territoire.

Comment sera élaborée cette Charte ? L'ensemble des acteurs du territoire seront associés à l'élaboration de la Charte : les communautés d'habitants, les autorités coutumières, les différentes collectivités territoriales (communes, Département, Région), les services déconcentrés de l'Etat, les acteurs socio-économiques et associatifs. Des agents du

Parc (les chefs de Délégation territoriale et des référents Charte habitant dans chaque village) animeront la concertation sur le territoire, notamment les Conseils d'habitants, nouvelles instances destinées à consulter les populations. Le Président du Parc amazonien de Guyane, le Directeur et les équipes techniques animeront la concertation au niveau régional avec notamment les collectivités territoriales, les services de l'Etat, les établissements publics et les organisations socioprofessionnelles. ■

3 QUESTIONS A...

Hermann Charlotte

Président du Parc amazonien de Guyane, maire de Saül



L'élaboration de la Charte du Parc amazonien de Guyane est lancée. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

La mise en place de la Charte du Parc, cela traduira une reconnaissance de la valeur de ce territoire, par tous les acteurs. Ce sera la confirmation que la nature est bien reconnue comme une richesse de la Guyane. La Charte illustrera le bien fondé d'une protection de nos ressources naturelles et surtout de notre cadre de vie.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de cette Charte ?

J'attends que, sur les trois ans à venir, on puisse trouver un consensus avec les différentes communautés pour préserver et développer durablement tous types de ressources, pour aboutir à une économie pérenne.

En tant que maire de Saül, quels avantages voyez-vous à adhérer à cette Charte ?

Concrètement, au-delà de la protection de notre cadre de vie, l'adhésion d'une commune à la Charte se traduira par un apport financier qui viendra compléter utilement le budget communal. D'autre part, des financements viendront aider des porteurs de projets de développement entrants dans les champs de compétences du Parc. Ceux-ci bénéficieront aussi de soutiens logistiques.

La Charte illustrera le bien fondé d'une protection de nos ressources naturelles et surtout de notre cadre de vie

Les habitants font entendre leur voix

La Charte sera le premier sujet de débats au sein des Conseils d'habitants, instances consultatives créées dans les villages du Parc. **Les communes et les autorités coutumières sont au Conseil d'administration, lieu des décisions.**

Les Conseils d'habitants verront le jour dans chacun des 10 bassins de vie identifiés sur le territoire du Parc. 3 seront mis en place sur l'Oyapock (le bourg de Camopi,

la rivière Camopi et Trois-Sauts), 6 sur le Maroni (3 sur Haut-Maroni, 1 à Maripasoula, 2 à Papaïchton) et 1 à Saül. Ces instances de consultation, ouvertes à tous, sont mises en



place pour répondre à la demande des habitants, exprimée auprès de la Mission pour la création du Parc, qui souhaitent influencer sur les décisions les concernant. Les Conseils d'habitants seront consultés au même titre que les autres acteurs locaux, les collectivités territoriales, l'Etat, les représentants du monde socio-économique ou les associations... Chaque Conseil d'habitants élira deux représentants qui siègeront au Comité de vie locale, instance consultative auprès du Conseil d'administration comme l'est aussi le Conseil scientifique. Ce Comité de vie locale pourra également faire des propositions sur les projets menés par le Parc, en parti-

culier sur les questions de mode de vie, de culture et de tradition. Son président siègera au Conseil d'administration. Instance de décision, le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Président du Parc, le Directeur, les Présidents du Conseil scientifique et du Comité de vie locale ou par ses membres. Il définit la politique du Parc et il adoptera le projet de Charte. Il est composé de 44 membres représentant les communes, les collectivités locales (Région, Département, Communauté de communes), les services déconcentrés de l'Etat, les acteurs du monde socio-économi-

que, associatif et les autorités coutumières. "Il fallait que les autorités coutumières soient représentées au Conseil d'administration pour qu'elles puissent participer à la gestion du Parc" précise Gwladys Bernard, chargée de mission Charte au Parc amazonien de Guyane. On l'aura bien compris : à chacun son rôle. Les Conseils d'habitants aideront le Parc à proposer des projets qui correspondent réellement aux attentes des habitants, notamment dans le cadre de la Charte. In fine, toutes les décisions importantes seront validées par le Conseil d'administration où siègent les 5 communes du Parc et 5 autorités coutumières. ■

Une sélection de photographies de Pierre Verger, photographe-voyageur des années 30-40, va être projetée du 13 au 20 juillet dans 7 villages du Maroni, depuis Maripasoula jusqu'à Grand Santi, ainsi que dans quelques villages du Suriname. Ces clichés exceptionnels mettent en évidence les liens forts qui unissent les sociétés du Golfe du Bénin et les cultures afro-américaines. Ils ont été exposés en mai à la Préfecture de Cayenne et le sont en ce moment à Saint-Laurent-du-Maroni. L'exposition " Un pont au dessus de l'Atlantique. Regard sur les cultures afro-américaines du plateau des Guyanes et de l'Amazonie " a été organisée par David Redon et Alex Baradel, avec le soutien de la DRAC, du Conseil Général, de la Région, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de La Semaine Guyanaise, de la Fundação Pierre Verger, de Cultures France, de la librairie Encreage, du CNES-CSG et de França Brasil 2009. Le Parc amazonien de Guyane a apporté lui aussi son soutien, en particulier pour l'organisation et la logistique des projections.



Mirta Tani, assistante-relais au Parc amazonien de Guyane, Maripasoula

PARC AMAZONIEN DE GUYANE

La nature est notre trésor

La forêt amazonienne de Guyane est un immense réservoir biodiversité. Plus de 5200 espèces végétales, dont 1338 endémiques, sont recensées à ce jour. Au sein même du jayou, on ne compte plus les espèces animales. 165 mammifères, 374 reptiles et batraciens, 710 oiseaux, 438 poissons d'eau douce et des centaines d'invertébrés. La Guyane est un concentré de biodiversité, un haut lieu de la biodiversité.

Le Parc amazonien de Guyane est le plus grand parc national de France et de l'Amérique latine. Il a pour mission de protéger l'intégrité de la Guyane, l'un des derniers grands espaces naturels intacts de France, les plus grands d'Amérique latine, et de garantir la pérennité de la biodiversité. Le Parc amazonien de Guyane est un projet de développement durable.

www.parc-guyane.qf

Photo: Guyane Développement / A. L. / A. L. / A. L.